

## La maison euro prend feu : Les pompiers Hollande et Merkel sauront-ils sauver les meubles ?



En choisissant de colmater les brèches, les dirigeants européens ne font qu'amplifier la crise de la zone euro. Pourtant, les solutions existent : la BCE doit acheter en direct de la dette publique et réduire son taux à 0,5 %, l'euro doit être dévalué à 1,18 dollar, et un vrai budget fédéral doit voir le jour.

Avec Marc  
Touati

Au contraire de ce qui a été trop souvent annoncé par les dirigeants européens, notamment français, et par de trop nombreux économistes, la crise de la zone euro est loin d'être terminée.

Il y a donc bien toujours le feu dans la maison « UEM » (Union économique et monétaire). Et les tensions au sein du couple franco-allemand ne vont évidemment rien arranger. Pis, **la dernière tentative des dirigeants européens pour sortir l'Espagne de la crise est déjà un échec**. En effet, en permettant aux banques espagnoles de se recapitaliser à hauteur de 100 milliards d'euros, ceux-ci estimaient, une fois encore, que la crise était résolue. Les marchés et les investisseurs devaient applaudir des deux mains et l'Espagne devait retrouver son aplomb d'antan en quelques jours. Sans véritable surprise, il n'en a évidemment rien été. Et pour cause : **les marchés sont repartis à la baisse, les taux d'intérêt des obligations de l'État espagnol ont encore flambé pour flirter avec les 7 %. Autrement dit, la crise est non seulement loin d'être terminée, mais elle s'est même aggravée.**

Cela commence à devenir lassant : depuis le début de la crise grecque, c'est-à-dire depuis bientôt trois ans et demi, les dirigeants eurolandais ne cessent de répéter les mêmes erreurs. Du haut de leur tour d'ivoire, ils sont persuadés qu'en dilapidant les milliards d'euros, ils vont résoudre tous les problèmes.

Comme nous cessons de le répéter depuis trois ans, cette stratégie est par définition vaine, voire dangereuse. En effet, elle ne consiste qu'à colmater les brèches et à essayer de calmer le jeu temporairement sans résoudre les origines du mal, à savoir l'absence de croissance économique. **Ainsi, tant que la zone euro ne sera pas dotée d'une véritable gouvernance économique efficace tant en matière de croissance que de réduction des déficits publics, la crise ne pourra prendre fin. Pis, elle s'intensifiera et se généralisera à tous les pays de l'UEM.**

A cet égard, il est frappant, pour ne pas dire triste, de rappeler que, dans leur grande majorité, les économistes et les politiques n'ont cessé de défendre qu'il n'y aurait pas d'effet domino, que la crise grecque serait très locale et qu'elle ne pourrait pas faire tâche d'huile. Quelle naïveté, ou plutôt, que de manipulations !

Encore plus dramatique, les déclarations des dirigeants des pays menacés sont quasiment toujours les mêmes et suivent les mêmes étapes. Au début, tout va bien, ceux-ci promettent qu'ils ne creuseront pas les déficits publics. Dès lors, ils n'hésitent pas à accroître les dépenses de l'État en pensant qu'en augmentant les impôts, tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes. Ils oublient donc

---

que **l'aggravation de la pression fiscale réduit l'activité économique, donc l'assiette fiscale, ce qui finit par abaisser les recettes de l'État et donc par creuser les déficits. Très logiquement, la dette publique augmente, les taux d'intérêt également et le cercle pernicieux de la bulle de la dette commence à s'installer.**

Qu'à cela ne tienne, les dirigeants politiques continuent de vendre la même soupe : tout ira bien, nous n'avons pas besoin de l'aide de l'UEM, etc... Seulement voilà, devant l'aggravation de la récession et des déficits, ils sont finalement obligés d'appeler au secours, pensant ainsi avoir fait le plus difficile. Mais, il n'en est rien pour la bonne et simple raison que la croissance ne revient toujours pas, et que la tentation de ne pas réduire les dépenses publiques est forte.

Ainsi, lorsque l'on écoute les dirigeants italiens déclarer qu'ils n'auront pas besoin de l'aide européenne, on croit entendre leurs homologues grecs, irlandais, portugais et espagnols qui faisaient de même quelques trimestres plus tôt.

Mais, attention, n'imaginons pas que ce manque de clairvoyance soit l'apanage des « pays du club Med », comme aiment le souligner nos amis allemands. Ainsi, lorsque les dirigeants français actuels nous disent qu'ils vont réduire les déficits publics, mais annoncent qu'ils vont créer des postes de fonctionnaires, accroître les emplois aidés..., le tout financé par une hausse des impôts, on croirait écouter Georges Papandréou en 2009, après son élection, qui nous promettait qu'il allait sortir la Grèce de la crise grâce à la puissance publique...

A l'évidence, toutes ces similitudes ont de quoi faire peur. Et ce d'autant que le dogmatisme et la manque d'efficacité des décisions eurolandaises continuent de plus belle.

Pour éviter le chaos, il n'y a finalement qu'une seule solution : restaurer la capacité de la zone euro, et notamment de la France, à générer une croissance forte. De ce point de vue, on peut dire que tout le monde est d'accord. Le seul problème est que les moyens de parvenir à cette croissance diffèrent que l'on soit d'un côté du Rhin ou de l'autre. **Pour les Allemands, le retour du dynamisme économique ne peut passer que par des réformes structurelles majeures, notamment sur la flexibilité du marché du travail, sur la réduction des dépenses publiques et sur la compétitivité des entreprises.** C'est d'ailleurs cette stratégie qui a été mise en pratique outre-Rhin avec succès depuis plus de dix ans.

Seulement voilà, tous les Européens ne sont pas des Allemands et ne sont pas forcément prêts à supporter la cure germanique des années 2000. En outre, comme nous l'avons souvent souligné, il ne sert à rien de « mourir guéri ». Autrement dit, à quoi bon pratiquer la rigueur, si cela doit provoquer un marasme social et, *in fine*, l'explosion de la zone euro.

C'est pour toutes ces raisons que s'ils veulent éviter le pire, **les Français et les Allemands sont obligés de s'entendre.** Mais ne soyons pas dupes. Comme elle n'a cessé de le répéter depuis une semaine, Angela Merkel n'acceptera pas de signer un chèque en blanc aux Français et encore moins aux Grecs. En d'autres termes, **l'Allemagne finira certainement par mettre de l'eau dans son vin, mais si et seulement si, elle obtient des garanties de ses partenaires, et en particulier de la France, en matière de réduction des dépenses publiques.** C'est en cela que la proposition française d'augmenter encore ces dernières n'a aucune chance de sauver la zone euro mais devrait, au contraire, la fragiliser.

Il faut donc être clair : **le seul moyen de sortir de cette crise réside dans la restauration de la croissance grâce à une meilleure gouvernance économique et monétaire. Tant que la BCE n'achètera pas en direct de la dette publique, tant que son taux ne sera pas abaissé à 0,5 %, tant que l'euro ne passera pas sous les 1,18 dollar et tant qu'un budget fédéral n'aura pas vu le jour, la crise continuera.**

Pour parvenir à ces réalisations, il faut également réconcilier le couple franco-allemand, ce qui ne pourra passer que par une réduction des dépenses publiques dans l'Hexagone. Si, après les législatives, les dirigeants français font le choix inverse, il faut se préparer à une phase de très forte instabilité.

Les milliards de l'UEM ne serviront pas à grand-chose. Si ce n'est à colmater certaines brèches pendant quelques mois. Il est donc urgent d'arrêter cette fuite en avant et de transformer la zone euro en une véritable zone monétaire optimale, dotée d'une croissance durablement forte, d'une gouvernance économique et monétaire fiable, ainsi que d'un budget fédéral digne de ce nom. Il n'y a pas d'autre issue, sinon ce sera le chaos. Et, il faut reconnaître que les dernières déclarations de Mme Merkel et de M. Ayrault sont venues mettre de l'huile sur le feu et réduisent les chances d'une rapide sortie de crise. Bon courage à tous !